



**Battre la droite pour gagner  
sur nos revendications !**

A quelques semaines d'échéances électorales importantes, le SNASUB-FSU mesure bien tous les enjeux, à la lumière du bilan désastreux de la politique de destruction des services publics, de suppressions massives de postes dans tous les ministères, de remise en cause des garanties collectives et des cadres statutaires que la droite mène depuis 10 ans et accentuée par ce gouvernement depuis 5 ans.

La crise démontre pourtant chaque jour la faillite et la dangerosité de ces politiques.

Dans les services et les EPLE, ce sont des milliers de postes qui ont été supprimés, des mutualisations et fusions de services ont été opérées pour « absorber » ces suppressions d'emplois, des tâches ont simplement été transférées dans les secrétariats des établissements sans aucun moyen supplémentaire, des agences comptables ont été « regroupées » au mépris des intérêts du fonctionnement même des lycées et collèges.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, la mise en oeuvre de la LRU, de la loi Recherche et des PRES met en péril le service public d'enseignement supérieur sur l'autel de l'autonomie. Les personnels sont soumis à des politiques locales de GRH de plus en plus éclatées, de plus en plus dures, décidées université par université, et qui ont comme trait commun de mettre en concurrence non seulement les personnels entre eux, mais également les types d'emplois, titulaires et contractuels.

Plus largement, la mise en oeuvre de la RGPP s'est accompagnée de remises en cause graves des garanties statutaires et collectives, pourtant nécessaires à la qualité du service public, à l'indépendance de la Fonction publique.

Partout, ces dernières années la souffrance au travail s'est accrue. Le SNASUB-FSU n'a eu de cesse de dénoncer et combattre cette situation inacceptable qui témoigne du cynisme de la politique menée, et désormais placée sous le signe de l'austérité. Malgré de multiples avertissements de la part des organisations syndicales, des personnels eux-mêmes, mais également des services eux-mêmes, le gouvernement persiste dans sa démarche.

Les conditions de rémunération se sont fortement dégradées : de la mise en oeuvre de la PFR à l'allongement des carrières, du gel de la valeur du point d'indice au refus du gouvernement d'ouvrir de véritables négociations salariales... En première ligne de ce mouvement de recul des revenus, les collègues de catégorie C voient régulièrement leurs traitements passer en dessous du SMIC. Là aussi, la réponse du gouvernement relève du mépris : la création d'un 8<sup>e</sup> échelon contingenté procède davantage d'une fausse « promotion » discriminatoire et injuste, que d'un réel déroulement de carrière ; le projet d'extension de la PFR à la catégorie C relève également de cette logique d'individualisation et de mise en concurrence, et en l'appliquant aux plus faibles revenus la « pression managériale » qu'elle induit sera plus violente encore que pour les catégories A et B.

Le SNASUB-FSU n'a eu de cesse de défendre ses mandats et continuera d'exiger :

- la création de postes en nombre suffisant pour remplir nos missions
- le refus des logiques d'autonomie, de décentralisation,
- un véritable plan de titularisation des collègues contractuels avec les moyens afférents
- la refonte des grilles indiciaires et revalorisation de la valeur du point d'indice
- une politique égalitaire de gestion des personnels et de leurs carrières, contre les logiques d'individualisation et de concurrence du « Nouveau management public ».

Au nombre des enjeux de notre congrès, nous aurons à confirmer et à approfondir nos analyses, à compléter notre corpus de revendications, à développer notre stratégie syndicale de lutte pour les faire aboutir.

La crise constitue un terreau pour toutes les idéologies de repli, de division, de stigmatisation, de rejet de l'autre, de recherche de bouc émissaire, de xénophobie, d'intégrisme, et de racisme. Celles-ci doivent être anéanties. Nous sommes convaincus pour notre part que ce sont les valeurs de solidarité, d'égalité, de liberté, c'est le renforcement des droits individuels et collectifs dans tous les aspects de la vie et de la société, qu'il faut défendre et que nous continuerons à promouvoir, quel que soit le résultat des élections présidentielles et législatives.

**Une réelle rupture avec la politique actuelle est une nécessité. La poursuite de cette politique ouvrirait la voie à de nouvelles régressions pour les salariés et tous les citoyens. La réélection de Nicolas Sarkozy, ou d'un autre candidat au service du libéralisme et des politiques d'austérité, renforcerait les attaques subies au long de son mandat.**

---

*Motion adopté le 21 mars 2012 par la Commission administrative nationale du SNASUB-FSU*

Syndicat National de l'Administration Scolaire, Universitaire et des Bibliothèques

104 rue Romain ROLLAND 93260 LES LILAS

01 41 63 27 51 / 52 [Snasub.fsu@snasub.fr](mailto:Snasub.fsu@snasub.fr) <http://www.snasub.fr>